



La diversité, c'est l'égalité des droits pour toutes et tous

Le spectre des 10 millions de Suisse-sses : pénurie de ressources, destruction environnementale et chaos mondial déclenchent des flux migratoires et menacent la sécurité nationale ? Faux ! Dès aujourd'hui, la population suisse consomme autant de ressources que si 22 millions de personnes vivaient dans le pays. En d'autres termes : notre empreinte écologique équivaut actuellement à 2,8 planètes Terre ! Même si le mythe de la surpopulation est une fois de plus brandi, le fait de réchauffer ces scénarios de menace n'est rien d'autre qu'une nouvelle réaffirmation du « *Swiss Way of Life* ».

Les « 10 millions » sont donc déjà dépassés – et se manifestent dans notre surconsommation devenue évidente. La recette du succès repose sur la sécurisation des rapports capitalistes impériaux, sur le système de division internationale du travail et sur l'extractivisme des ressources. Aujourd'hui, on appelle cela des chaînes de valeur ajoutée, et nous comptons parmi les meilleurs pour les optimiser. Un exemple frappant est celui de l'industrie pharmaceutique suisse, championne mondiale de la création de valeur, qui produit des médicaments spécialisés à prix élevé pour l'exportation, tandis que les médicaments essentiels du quotidien viennent à manquer. Les biens de première nécessité doivent donc être produits et importés d'ailleurs : l'essentiel, c'est que les comptes soient équilibrés. Par ailleurs, ce sont les secteurs indispensables et intensifs en main-d'œuvre – comme le travail de care – qui dépendent de la force de travail migrante « importée » pour fonctionner. Le modèle de réussite derrière cette recette repose sur des rapports d'exploitation invisibles : exploitation des travailleur-euses à l'étranger et des travailleur-euses migrant-es en Suisse. L'égalité des chances, c'est autre chose !

Qui est la Suisse ?

Dans le « *cas particulier suisse* », les migrant-es n'existent pas. C'est pourquoi le syndicat Unia avait déjà lancé, lors de campagnes précédentes, le slogan « *Sans nous, pas de Suisse !* » pour rendre visible le fait que les « masses » qui devraient soi-disant atteindre 10 millions à l'avenir sont déjà là depuis longtemps. D'une part, l'économie nationale ne fonctionnerait pas sans ces migrant-es invisibilisé-es – qu'il s'agisse de leur contribution en tant qu'ouvrier-ères agricoles, professionnel-les de la santé ou spécialistes hautement qualifié-es. Beaucoup d'entre eux et elles travaillent dans des secteurs que nous qualifions de « *systémiques* » depuis la crise du Covid. D'autre part, il existe un groupe de « *migrant-es* » uniquement en raison des rapports sociaux qui les transforment en tels. Sans migrant-es, la Suisse n'existerait tout simplement pas : dans les villes suisses, environ un tiers de la population n'a pas de passeport suisse, et plus de la moitié a un parcours migratoire.

Le discours de l'altérisation ne se limite pas au régime migratoire : il s'est profondément ancré dans la structure de la société suisse et détermine à son tour une conception de soi quant à qui appartient à la Suisse et qui n'en fait pas partie. Bien que la Suisse ait depuis longtemps un nouveau visage, que la pluralité post-migratoire et les liens transnationaux aient marqué de manière irréversible la réalité sociale, de nouvelles frontières continuent de traverser le quotidien des migrant-es en Suisse. Elles se manifestent, par exemple, lors de la recherche d'un logement pour des personnes au nom prétendument « atypique », dans l'exercice d'une profession avec un foulard, ou

lorsqu'on fait des blagues dans la cour de récréation. Ces barrières invisibles persistent jusqu'au sein de la politique institutionnelle et des médias.

Le prix de la compétitivité

Pourquoi est-il si difficile d'engager un débat sur une Suisse diverse et démocratique ? La mondialisation néolibérale a rendu les frontières plus perméables aux marchandises, mais hautement sélectives pour les personnes. Pour le capital, en revanche, ce sont les règles du marché international qui s'appliquent. L'essentiel est donc que la prospérité suisse est étroitement liée à l'accès hautement sélectif au marché du travail national, une idée qui, au fil des ans, a été intégrée au récit du modèle de réussite d'une Suisse indépendante. Cela a fonctionné – et continue de fonctionner – en attisant la peur de perdre en prospérité, avec le mot-clé : « *compétitivité* ».

D'un autre côté, la politique migratoire du XXe siècle a introduit le lien entre emploi et droit de séjour, créant ainsi des possibilités d'ascension individuelle – en d'autres termes, une logique de « *diviser pour mieux régner* ». En conséquence, les migrant-es et leurs descendant-es, les sans-papiers, les demandeur-euses d'asile, les secondes générations ou les personnes racisées sont très inégalement limité-es – voire exclu-es – dans leur capacité à façonner la société. Un quart de la population suisse n'a pas le droit de vote ni d'éligibilité. Les réfugié-es subissent l'isolement dans les centres de transit. Les sans-papiers craignent l'expulsion et voient leur liberté de mouvement restreinte. Le discours migratoire crée ainsi la base matérielle pour une exclusion sociale graduelle et une exploitation sur le marché du travail.

La communauté de demain

Ne nous y trompons pas : chaque fois que des changements globaux remettent en question le statu quo politique et économique, la Suisse imagine et régule ses « *bon-nes* » et « *mauvais-es* » migrant-es. L'égalité des droits pour toutes et tous signifie reconnaître la migration et la diversité comme des réalités sociales. Cela implique aussi que, pour assumer véritablement la responsabilité des injustices mondiales, des inégalités et des écarts de prospérité, la conscience publique et les institutions politiques suisses doivent s'ouvrir aux interdépendances globales, à la pluralité sociale et à l'égalité des chances – au lieu de continuer à cultiver le « *cas particulier suisse* ».

Précisément parce que la Suisse ne se considère toujours pas comme un pays d'immigration, il n'existe pas de culture mémorielle publique partagée et fédératrice. On préfère s'appuyer sur des mythes inventés comme le Rütli ou le 1er août, ou tout au plus sur l'histoire de sa propre émigration. Nous devons donc croiser les logiques d'histoires séparées et opposées, et trouver un langage commun qui esquisse une redéfinition de l'identité suisse. Au lieu de l'aliénation par la concurrence, nous devons redécouvrir les liens du quotidien. C'est pourquoi il nous faut des récits et des histoires dans lesquels les expériences de toutes et tous les individu-es ont leur place. C'est précisément dans ces zones grises que nous pouvons discerner les contours d'une communauté d'avenir.

La politique de représentation par la démocratisation

La politique de représentation signifie avant tout créer des espaces de résonance où se construit un lien fort avec les luttes sociales quotidiennes et diverses, qui visent l'égalité des droits pour toutes et tous. En outre, la politique de représentation implique que les personnes qui portent notre société au quotidien soient visibles et entendues – dans les institutions, les médias, les syndicats et la politique. Les migrant-es et les personnes issues de l'immigration ne sont pas des figures marginales en Suisse, mais un élément central de la vie sociale. Pourtant, elles restent largement

invisibilisées dans les structures de décision politiques. Cette invisibilité n'est pas un hasard, mais l'expression d'une conception de soi qui reconnaît la diversité, sans pour autant la traduire systématiquement en termes de pouvoir et de représentation.

Une représentation authentique ne signifie donc pas seulement parler *des* migrant-es, mais leur permettre de parler *pour elles et eux-mêmes* et de participer aux décisions. Il faut des ouvertures structurelles dans les partis, les syndicats et les administrations – que ce soit par des quotas de diversité, des mesures de promotion ciblées ou la suppression des obstacles bureaucratiques et culturels. La politique de représentation ne doit pas s'arrêter à une diversité symbolique : elle doit transformer les institutions elles-mêmes. Une politique transformatrice implique donc de redistribuer le pouvoir, de redéfinir la culture des institutions et de développer ensemble de nouvelles visions d'une vie bonne – indépendamment de l'origine ou du statut de séjour.

La codétermination comme point de départ

Outre l'ouverture des systèmes existants, il est aussi possible de créer de nouveaux espaces et moyens de représentation. Car même si les personnes issues de l'immigration sont encouragées et renforcées dans les parlements et les partis, le plus grand problème persiste : beaucoup d'entre elles n'ont aucune chance d'être directement représentées sans la nationalité suisse. La solution la plus concrète pour surmonter ce problème serait l'introduction du « *droit de vote et d'éligibilité pour les étranger-ères* », comme c'est déjà le cas dans les cantons du Jura et de Neuchâtel, ou dans certaines communes.

Par ailleurs, un organe séparé pour les migrant-es peut renforcer la représentation, comme l'a fait la ville de Zurich ou comme c'est courant en Allemagne. Là-bas, dans la plupart des grandes communes, existent déjà des « *conseils d'intégration* » au niveau local, dans lesquels seules les personnes issues de l'immigration peuvent voter et être élues. Ces conseils ont un rôle consultatif, mais peuvent aussi soumettre leurs propres préoccupations au parlement communal.

Conclusion

Il ne s'agit pas seulement de visibilité. La politique de représentation est un projet démocratique. Lorsque de larges pans de la population sont exclus de la participation démocratique, cela signifie une dissociation entre la réalité sociale et les rapports de pouvoir collectifs – un processus qui va à l'encontre de la conception même de la démocratie et est donc fondamentalement antidémocratique. Pourtant, la citoyenneté ne se limite pas à une participation égalitaire. Elle est la garantie d'une pleine participation à la communauté. L'objectif est donc de transformer la conception bourgeoise de la démocratie en une démocratie participative et inclusive. Cela nécessite, entre autres, un changement de paradigme dans la politique de naturalisation, comme le demande l'initiative pour la démocratie.

Un avenir commun ne se crée pas tout seul – il doit être rendu possible politiquement. Cela nécessite aussi, de la part du PS, le courage de s'ouvrir à plus de visibilité et à une nouvelle génération qui repense naturellement l'appartenance. Le PS doit, en tant que force politique, pousser la Suisse officielle à se reconnaître comme une société migratoire et à faire évoluer en conséquence sa conception démocratique d'elle-même. Ce n'est qu'ainsi que la diversité pourra devenir une démocratie vécue.